



Gauthier & Associé CPA inc.

**ÉQUIPE DU RENOUVEAU
DÉMOCRATIQUE**

Rapport financier annuel

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Exercice terminé le 31 décembre 2022

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
NOTES COMPLÉMENTAIRES	8



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la direction de l'Équipe du nouveau démocratique

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme sans but lucratif de l'**ÉQUIPE DU RENOUEAU DÉMOCRATIQUE**, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de l'entité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Claude Gauthier & Associé CPA inc.

Gauthier & Associé CPA inc.
Claude Gauthier, CPA auditeur

Saguenay, Qc
Le 20 mars 2023



ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

PRODUITS

Contributions de plus de 50 \$ (note 3)	1 895 \$	31 370 \$
Contributions de 50 \$ et moins (note 3)	50	470
Adhésions	745	1 580
Remboursement par la municipalité des frais de vérification	5 921	5 749
Remboursement par la municipalité des dépenses électorales	-	42 850
Remboursement par la municipalité, d'allocations et/ou frais de recherche et de secrétariat	33 900	47 739
Transferts reçus de l'agent officiel	-	22 065
Autres revenus	81	6 149
	<u>42 592</u>	<u>157 972</u>

CHARGES

Activités ou manifestations à caractère politique	5 694	8 465
Assurances	-	262
Charges sociales	289	286
Contributions remboursées	-	400
Frais de déplacements	184	122
Frais divers (repas)	1 285	-
Fournitures de bureau	2 582	2 103
Frais de vérification	5 921	5 749
Frais de transactions (Stripe)	62	950
Location d'équipements	1 833	3 023
Location de salles	1 344	1 351
Loyer	-	3 250
Publicité	-	32 200
Rémunérations contractuelles	17 675	31 019
Services professionnels	1 521	2 454
Taxes, licences et permis	267	-
Télécommunications	1 748	3 070
Dépenses électorales payées par le représentant officiel	-	15 652
Transferts faits à l'agent officiel	-	74 010
Frais bancaires	211	282
Immobilisations à même les produits	-	-
Divers - variation des apports reportés	(830)	(380)
	<u>39 786</u>	<u>184 268</u>

EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES

2 806 \$

(26 296) \$

ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

	<u>Investis en immobilisations</u>	<u>Non affecté</u>	<u>TOTAL</u>	<u>TOTAL</u>
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	- \$	70 118 \$	70 118 \$	96 414 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	2 806	2 806	(26 296)
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>- \$</u>	<u>72 924 \$</u>	<u>72 924 \$</u>	<u>70 118 \$</u>

ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

BILAN

au 31 décembre

2022

2021

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Encaisse	4 524 \$	9 303 \$
Épargne - Compte Avantage Entreprise (2,30%)	46 027	957
À recevoir de la Municipalité	24 329	55 124
Autre débiteur	-	6 833
	<u>74 880</u>	<u>72 217</u>

AUTRE ÉLÉMENT D'ACTIF

Part sociale, au coût	<u>5</u>	<u>5</u>
	<u>74 885 \$</u>	<u>72 222 \$</u>

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Créditeurs	851 \$	164 \$
Apports reportés (note 5)	<u>1 110</u>	<u>1 940</u>
	<u>1 961</u>	<u>2 104</u>

ACTIF NET

Actif net investis en immobilisations	-	-
Actif net non affecté	<u>72 924</u>	<u>70 118</u>
	<u>72 924</u>	<u>70 118</u>
	<u>74 885 \$</u>	<u>72 222 \$</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre

2022

2021

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent des produits sur les charges

2 806 \$

(26 296) \$

Élément n'impliquant aucun mouvement de liquidités :

Amortissement

-

-

2 806

(26 296)

Variation nette des éléments hors caisse

37 485

(52 334)

40 291

(78 630)

ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Remboursement des emprunts de particuliers

-

-

Obtention de financement supplémentaire

-

-

-

-

ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

Acquisitions d'immobilisations corporelles

-

-

-

-

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

40 291

(78 630)

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE

10 260

88 890

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE

50 551 \$

10 260 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constituées de l'encaisse et l'épargne du compte Avantage Entreprise.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2022

1. STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme a été autorisé par le Directeur général des élections, en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités le 12 juillet 2011. Son objectif est d'oeuvrer un parti politique sur la scène municipale.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés **selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du manuel de CPA Canada** et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Comptabilité par fonds

Le fonds d'administration rend compte des activités générales de l'organisme. Les apports (contributions et adhésions) non affectés et les apports affectés au fonctionnement sont présentés dans ce fonds.

Constatation des apports

L'organisme utilise la méthode de la comptabilité par fonds affectés. Selon la comptabilité par fonds affectés, les apports grevés d'affectations externes sont constatés dans le fonds correspondant à l'objet pour lequel ils sont versés. Les apports (contributions et adhésions) qui ne sont pas grevés d'aucune affectation sont constatés comme produits du fonds d'administration.

Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux résultats au cours de l'exercice où elles sont acquises.

Services reçus à titre de bénévole

L'organisme ne pourrait exercer ses activités sans les services qu'il reçoit de nombreux bénévoles qui lui consacrent un nombre d'heures considérable. En raison de la complexité inhérente à la compilation de ces heures, les services reçus à titre de bénévole ne sont pas constatés dans les états financiers de l'organisme.

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent du montant à recevoir de la municipalité et de la part sociale.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créanciers et des apports reportés.

ÉQUIPE DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2022

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans les liquidités les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

3. CONTRIBUTIONS	ARGENT		BIENS ET SERVICES		Total
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	
De 50 \$ ou plus	19	1 895 \$	-	- \$	1 895 \$
De moins de 50 \$	1	50	-	-	50
	20	1 945 \$	-	- \$	1 945 \$

4. IMMOBILISATIONS IMPUTÉES AUX RÉSULTATS

Le coût des immobilisations détenues par l'organisme est le suivant :

	2022	2021
Matériel informatique	7 676 \$	7 676 \$

5. APPORTS REPORTÉS

Les adhésions perçues d'avance qui sont présentées dans le fonds d'administration, représentent des adhésions encaissées au 31 décembre 2022 et échelonnées sur une durée de 2 à 4 ans.

	2022	2021
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 940 \$	2 320 \$
PLUS :		
Montants encaissés au cours de l'exercice	745	1 200
MOINS :		
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	(1 575)	(1 580)
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	1 110 \$	1 940 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2022

6. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'entité par le biais de ses instruments financiers est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. L'analyse suivante décrit l'exposition de l'entité aux risques importants au 31 décembre 2022.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour l'entité sont liés au débiteur provenant de la municipalité.